

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2915 - MERCREDI 17 MAI 2017

ACTIVITÉS PRÉSIDENTIELLES

Denis Sassou N'Guesso sur
le site de la zone économique
spéciale de Pointe-Noire

Le chef de l'Etat congolais sur le site de la zone économique spéciale de Pointe-Noire (Photo DR)

Le président de la République a visité hier le site de 36 km², situé au bord de l'océan Atlantique et qui va abriter la zone économique spéciale de Pointe-Noire. Ce projet titanesque permettra de booster l'économie congolaise et de créer environ 100.000 emplois

directs et indirects à l'horizon...

Le président Denis Sassou N'Guesso a été accompagné par les ministres des Zones économiques spéciales (ZES), Alain Akouala Atipault, de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, Jean-Jacques Bouya,

et des Affaires foncières, Parfait Martin Aimé Coussoud Mavoungou, ainsi que de l'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang dont le pays est le principal partenaire extérieur de ce projet. « Pour nous, cette visite est un signal de la volonté politique

extrêmement forte du président de la République. Nous considérons même que c'est une forme d'onction qu'il vient de donner à ce processus », a estimé le ministre des ZES.

Page 3

DONNÉES NUMÉRIQUES

Le Congo ambitionne l'installation de son propre Data center

Le ministre des Postes et télécommunications a annoncé que le gouvernement envisage la mise en œuvre d'une infrastructure Data center dans le cadre de la deuxième phase du projet Central African Backbone. Ce système informatique permettra d'assurer la gestion et le stockage des données numériques du pays. Léon Juste Ibombo qui intervenait la veille de la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information, célébrée ce 17 mai, a précisé qu'un financement de la Banque africaine de développement est acquis à cet effet.

Page 3

ARTS MARTIAUX

Les karatékas de la diaspora au chevet de la fédération nationale



Dans l'optique de contribuer au développement de cet art martial dans leur pays d'origine, les karatékas congolais de France viennent de créer une association visant à soutenir la fédération dans son travail de détection des Congolais évoluant dans l'hexagone.

Page 16

BAC TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Pour la première fois des candidats menuisiers-agenceurs

En attendant les épreuves écrites le 6 juin prochain, plusieurs milliers de candidats des séries G1, F2, F4, E et MA ont démarré les épreuves pratiques et avancées du baccalauréat technique et professionnel sur toute l'étendue du territoire national. Une particularité, cette année, vingt-huit candidats inscrits au lycée professionnel Alphonse Kintombo de Mansimou dans le 8e arrondissement de Brazzaville, Madibou, vont se présenter,

pour la première fois au Congo, au bac professionnel dans la série MA (Menuiserie-agenceur). Les titulaires de ce diplôme pourront intervenir en atelier et sur chantier pour fabriquer et mettre en œuvre des ouvrages de menuiserie intérieure et extérieure et aménager des pièces de bureaux, cuisine, salles de bains, magasins, salles d'exposition et lieux de réunion.

Page 3

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

Les états-majors se mobilisent pour mieux affronter les échéances

Après la fixation de la date du premier tour des élections législatives couplées aux locales, les états-majors des partis politiques, associations et individualités peaufinent déjà leurs stratégies en vue d'une meilleure mobilisation de leurs bases respectives. En effet, si jusque-là les individualités tenaient le haut du pavé, emboitant ainsi le pas à d'autres futurs candidats soumis à la discipline des partis, les partis de la majorité, à l'instar du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social, commencent à afficher clairement leurs ambitions.

Page 16

ÉDITORIAL

Révision

Page 2

ÉDITORIAL

Révision

Dans une semaine, le 23 mai très exactement, s'achèvera la vaste opération de révision des listes électorales qui doit permettre le bon déroulement, courant juillet, des deux tours de scrutin visant à renouveler la chambre basse du Parlement et les assemblées locales. Il reste donc fort peu de temps aux électeurs et aux électrices qui ne sont pas encore inscrits sur les listes électorales pour se rendre dans les centres administratifs où s'effectuent ces opérations.

Disons-le avec force : le devoir civique que constitue le dépôt d'un bulletin dans l'urne, le jour de l'élection, est certainement l'un des plus importants qui s'impose à chaque citoyen. C'est en effet sur lui que repose essentiellement le système démocratique dans lequel nous vivons, système qui s'étend progressivement à l'ensemble de la planète en se substituant à des régimes politiques dans lesquels la voix des citoyens comptait peu ou pas du tout.

La démocratie n'est pas exempte de défauts comme toutes les autres institutions humaines, mais elle présente l'avantage immense de permettre à chacun et à chacune d'exprimer librement son choix concernant ceux ou celles qui les représenteront au sein des instances électives. Et c'est pourquoi le vote personnel, que rend possible le suffrage universel direct, revêt une telle importance lorsque le temps vient de renouveler l'Assemblée nationale et les Conseils locaux.

Le premier tour de scrutin étant prévu pour le 16 juillet, donc dans deux mois tout juste, la révision extraordinaire des listes électorales à laquelle s'attache aujourd'hui la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) est bien un acte essentiel. Elle doit donc être soutenue par tout ce que notre jeune démocratie compte d'acteurs : administrations, partis politiques, associations de la société civile, enseignants, intellectuels et, bien sûr, médias. D'elle, en effet, dépend pour une large part le taux de participation qui confèrera leur crédibilité aux deux prochains scrutins.

On ne le dira et ne le répètera jamais assez : l'afflux des électeurs et des électrices le jour du vote est le meilleur indicateur que l'on puisse avoir sur l'assise démocratique de notre pays.

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Des Congolais de France candidats à l'investiture du PCT



Les candidats à l'investiture du PCT entourant le président Patrick Gabriel Dion, président du PCT Fédération France-Europe (DR)

Mus par leur amour du pays et inspirés par l'élection du jeune Emmanuel Macron à la présidence de la République Française, trois jeunes quadras de la diaspora, membres de la Fédération PCT France-Europe, ont décidé de se présenter aux élections législatives, sénatoriales et municipales dont le premier tour doit se tenir le 16 juillet prochain. Leurs candidatures vont être examinées par la commission d'investiture du PCT

Loin des yeux mais pas loin du cœur ! Ils sont neufs au total, ces Congolais de France, membres du PCT, qui veulent solliciter les suffrages de leurs compatriotes pour le scrutin du mois de juillet. Trois d'entre eux, chacun candidat dans la circonscription d'où il est natif, ont tenu à présenter à la presse les raisons qui les poussent à vouloir briguer un mandat et leurs projets de société : Espérance Ngassaki Kodja; Casimir Bathia et Parfait Mambou Kibinda. Espérance Ngassaki Kodja, administrateur réseau chez BNP Paribas et secrétaire chargé de l'organisation et de la formation politique à la Fédération PCT-France, souhaite se présenter à la députation dans la 3ème circonscription de Talangai. « Cette circonscription a besoin

d'un homme de combat », affirme-t-il. Il ajoute, « je veux donner un nouveau souffle à la circonscription ». Espérance Ngassaki Kodja entend pendant sa mandature faire de l'éducation sa priorité car « une population éduquée est capable d'accélérer le développement de son pays ».

Professeur de l'Académie de Versailles et responsable associatif, Casimir Bathia vise l'investiture du PCT à la fois pour la députation et pour les locales de Boko-Songho, dans le département de la Bouenza. Le candidat assure : « le PCT a besoin de jeunes et de sang neuf, j'espère être parmi ceux-là ». Casimir Bathia bénéficie d'un fort ancrage dans la localité qu'il souhaite conquérir, puisqu'il y a organisé de nombreuses missions médicales par le passé. Mais il souhaite aller plus loin dans son engagement au service des populations. « Il est temps pour moi de rapatrier au pays le capital professionnel acquis en France en termes de réseaux et de relations », estime l'aspirant député. Notant que Boko-Songho « est un territoire délaissé », Casimir Bathia se propose d'« insuffler une dynamique pour le décollage de la région » en étant une interface pour les ONG et les sociétés souhaitant

développer des projets.

Parfait Mambou Kibinda, ingénieur industriel et conseiller municipal Les Républicains de Vezin-le-coquet en France, veut quant à lui être le candidat de la circonscription de Mvouti 1 dans le département du Kouilou. Il affirme vouloir apporter ses compétences acquises en France dans la gestion d'une commune au service de ses futurs administrés congolais. « J'aimerais agir pour la rénovation de notre pays », confie-t-il. Parfait Mambou Kibinda veut déployer notamment deux projets au profit des populations. Tout d'abord, la création de la première compagnie de transport par bus inter-urbain qui desservira, au départ de Dolisie, les localités de Sibiti, Bambama, Mossendjo, Makabana, Mbinda. Trois bus ont déjà été achetés à l'Etat français et à terme, le futur député compte créer 200 emplois pour opérer une quinzaine de bus. Le second projet est la création d'une coopérative agricole afin de permettre aux exploitants de peser sur les prix et de faire face aux aléas climatiques.

La commission d'investiture du PCT doit procéder au choix des candidats d'ici à quelques jours.

Rose-Marie Bouboutou et Camille Delourme

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

POINTE-NOIRE

Le chef de l'Etat visite le site de la zone économique spéciale

Le président Denis Sassou N'Guesso a procédé le 16 mai, à la visite du site devant abriter la zone économique spéciale de Pointe-Noire, un projet titanesque qui permettrait de booster l'économie congolaise et de créer quelque 100.000 emplois directs et indirects.

Le chef de l'Etat congolais a visité ce site de 36km², situé au bord de l'océan atlantique, en présence des ministres des Zones économiques spéciales Alain Akouala Atipault et de l'Aménagement du territoire et des grands travaux Jean Jacques Bouya, ainsi que de l'ambassadeur de Chine au Congo Xia Huang.

« Le président qui a suivi comment les travaux de délimitation et de bornage ont été effectués, a tenu venir voir de manière concrète le site. Pour nous, c'est un signal de la volonté politique extrêmement forte du président de la Répu-



blique. Nous considérons même que c'est une forme d'onction que le président vient de donner à ce processus», a indiqué le ministre Akouala Atipault.

Selon lui, l'impact de ce projet sur le produit intérieur brut (PIB) à générer, est estimé à 1,116 milliard de dollars

ment et de financement de la zone économique spéciale de Pointe-Noire. « Dès le début de ce projet, a expliqué l'ambassadeur de Chine au Congo, l'Etat chinois a manifesté son intention d'accompagner l'Etat congolais. Aujourd'hui, le travail est en cours, les différents services

US en 2022; 2,180 milliards de dollars US en 2026 et 3,574 milliards de dollars US à l'horizon 2031. Le gouvernement congolais et la Banque de développement de Chine ont conclu en juillet 2016, le protocole d'accord pour la réalisation des études de faisabilité, du mode d'investisse-

ment et de financement de la zone économique spéciale de Pointe-Noire. « Dès le début de ce projet, a expliqué l'ambassadeur de Chine au Congo, l'Etat chinois a manifesté son intention d'accompagner l'Etat congolais. Aujourd'hui, le travail est en cours, les différents services

chinois travaillent d'arrache-pied avec leurs partenaires congolais pour faire avancer les choses».

La zone économique spéciale de Pointe-Noire disposera de plusieurs infrastructures dont un port minéralier. Il y est également prévu des unités de fabrication des produits chimiques et pétroliers raffinés ; des industries métallurgiques, alimentaires et de boisson, ainsi que celles de production des engrais chimiques ; de transformation de bois et bien d'autres. Le projet des zones économiques spéciales s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement de diversifier l'économie congolaise qui demeure tributaire des ressources pétrolières. Il est envisagé de créer quatre zones économiques spéciales notamment à Pointe-Noire, Brazzaville, Oyo-Ollombo et Ouesso.

Les travaux d'aménagement et de terrassement du site de la zone économique spéciale de Pointe-Noire débiteront d'ici à la fin de cette année.

Christian Brice Elion

TIC

Le Congo entend disposer de son propre système de stockage des données numériques

Le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo, a annoncé le mardi 16 mai à Brazzaville que le gouvernement entend installer un système informatique appelé Data center en vue d'assurer la gestion et le stockage des données numériques du pays.



Le ministre Léon Juste Ibombo (DR)

Le monde entier célèbre ce mercredi 17 mai, la Journée des Télécommunications et de la société de l'information, dont le thème de cette année s'intitule : « Big data for Big impact, autrement dit, les méga-données pour un méga-impact ».

Dans un message livré la veille de cette Journée mondiale, le ministre Ibombo soulignait que l'infrastructure Data center sera mise en œuvre dans le cadre de la deuxième phase du projet Central african Backbone (Cab), qui vise à interconnecter le Congo à la République du Cameroun et à la République centrafricaine.

« La détermination du gouvernement à implémenter un Data

center, à travers un financement de la Banque africaine de développement (...), est de créer un écosystème national de données pour le développement durable ; de mettre en place des politiques nationales et stratégiques en matière de méga-données », a précisé mardi Léon Juste Ibombo.

Les méga-données actuellement stockées dans les moteurs de recherche basés aux Etats-Unis sont un ensemble volumineux de données numériques qu'aucun outil standard, ni aucun logiciel classique de gestion de base de données ou de gestion de l'information ne peut traiter ni conserver. Les enjeux du numérique

sont nombreux, admet le ministre. Le Congo doit d'abord rattraper son retard quant à la connectivité sur l'ensemble du territoire, à l'élaboration d'un cadre juridique conséquent, de proposition du contenu et des services à valeur ajoutée et l'accès à la formation sur le numérique.

En ce qui concerne la sécurité et la protection des libertés individuelles, l'Etat doit veiller à mettre des moyens nécessaires à la bonne exploitation des informations stockées. « La cyberattaque à l'échelle mondiale, la captation des données de grandes entreprises et l'organisation internationale par des cyber pirates sont une preuve de cette menace », a fait savoir le ministre.

Un autre enjeu de cette révolution numérique, ajoute le ministre, est celui de faire de cet outil un véritable moteur de développement durable, à l'image des engagements des Nations unies contenus dans les 17 nouveaux Objectifs du développement durable (ODD).

Les innovations des technologies Big Data devront alors aider le pays dans de nombreux domaines tels que le monde des finances, le commerce, la recherche scientifique, la communication, la médecine, la météorologie, l'écologie, la politique...

Pour rappel, la Journée mondiale des Télécommunications et de la société de l'information a été instituée pour commémorer la création en 1865 de l'Union internationale des télécommunications (UIT), une institution spécialisée des Nations unies dédiée aux technologies de l'information et de la communication.

Fiacre Kombo

BACCALAURÉAT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Démarrage des épreuves pratiques et avancées

Le coup d'envoi des épreuves pratiques et avancées du baccalauréat technique et professionnel dans les séries G1, F2, F4, E et MA a été donné le 16 mai à Brazzaville par le directeur de cabinet par intérim du ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Jacques Mabiala, en présence du président général du jury, Serge Didier Lengua

La délégation du ministère en charge du sous-secteur de l'éducation nationale a donné le top au lycée technique industriel du 1er Mai où plus de 800 candidats sont retenus. Il s'agit notamment de 193 pour la série F2 ; 106 pour la série E et 583 en F4. Au lycée technique commercial 1er Mai par contre, ce sont les 749 candidats de la série G1 qui sont concernés dont 24 garçons.

Le bac professionnel, une première au Congo

Le lycée professionnel Alphonse Kintombo de Mansimou, dans le 8e arrondissement de Brazzaville, Madibou, a été la dernière étape de cette descente. Ici, 28 candidats dont 25 officiels et 3 candidats libres passent le bac professionnel, dans la série MA (Menuiserie-agenceur). C'est pour la première fois que les élèves passent le bac professionnel au Congo. En effet, le titulaire de ce bac pro intervient en atelier et sur chantier pour fabriquer et mettre en œuvre différents ouvrages de menuiserie extérieure et intérieure ainsi que des aménagements de pièces, bureaux, cuisines, salles de bain, magasins, salles d'exposition, lieux de réunion...

Son activité consiste à préparer le processus de réalisation d'un ouvrage à partir du dossier architectural, des concepts et normes de la menuiserie et de l'agencement ainsi que des contraintes de l'entreprise. Il réalise les ouvrages selon les

techniques et procédés courants de fabrication et de mise en œuvre de la menuiserie et de l'agencement. Il encadre une équipe d'ouvriers et de compagnons professionnels et gère le suivi de la réalisation du chantier.

21 152 candidats au bac, session de juin 2017

Interrogé à la fin de cette visite, le président général du jury a indiqué que toutes les dispositions ont été prises pour que les épreuves puissent se dérouler sur l'ensemble du territoire national. « Toutes les dispositions sont prises pour faire face à quelques dysfonctionnements constatés. Le coup d'envoi que nous avons donné ici a été répercuté partout dans le pays. Contre toute attente, au Lycée technique agricole Amilcar-Cabral, tout le monde est, d'après les dernières informations que nous avons reçues, prêt et les épreuves ont pu démarrer sans trop de problèmes », a assuré le professeur agrégé Serge Didier Lengua. Rappelons que cette année, ils sont 21 152 candidats à passer le bac technique et professionnel dont les épreuves écrites débiteront le 6 juin prochain. Dans une déclaration rendue publique récemment à Brazzaville, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante mettait les différents candidats en garde contre toute tentative de fraude. « Ne vous laissez pas tromper par des personnes véreuses qui se présenteraient à vous sous prétexte de faciliter votre admission à un examen ou à un concours. Je vous exhorte à compter sur vos propres efforts et non sur une quelconque aide qui viendrait d'une tierce personne. Le ministère sera sans pitié face aux fraudeurs, peu importe qu'ils soient candidats ou surveillants », prévenait Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes.

Parfait Wilfried Douniama

REPUBLICATION

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

En vue du recrutement d'un consultant pour l'actualisation et validation du Guide d'intervention en milieu communautaire en République du Congo

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Note conceptuelle Unique de lutte contre le VIH-sida et la Tuberculose en République du Congo ».

La Croix-Rouge française Bénéficiaire Principal communautaire du Nouveau Mécanisme de Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, recherche un consultant national pour la mise en œuvre des services cités ci-dessus.

Le Coordonnateur du projet invite les individus et bureaux d'études intéressés par le présent avis, à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrit ci-dessus :

Profil du consultant

- Le consultant doit être titulaire au moins d'un diplôme universitaire en santé publique, ou domaines connexes ;
- Diplôme universitaire, ou dans des domaines connexes ;
- Expérience dans la rédaction de documents normatifs de structures publiques ou d'ONG en matière de santé ;
- Expériences significatives dans la conduite ou l'étude de projets ou de programmes de santé publique ;
- Une expérience relative à la prévention et/ou la prise en charge de la tuberculose serait un plus ;
- Maîtrise du français (écrit et parlé) ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Maîtrise des outils informatiques Word, Excel, Power Point et Internet ;
- Esprit de synthèse ;
- Pédagogie.

Les consultants intéressés doivent soumettre leur CV, une lettre de motiva-

tion et une offre comprenant :

- Une description de la méthodologie et des outils proposés
- Un chronogramme provisoire
- Un budget détaillé

Les termes de référence indiquant toutes les informations nécessaires sont disponibles au secrétariat de la Croix-Rouge française, sise au N° 290 ter Batignolles sur la route de l'aéroport, dans l'enceinte de l'ASECNA (en face de l'hôtel de l'aéroport), Brazzaville, le contact téléphonique de Natacha NKOUNKA est 00 242 05 330 00 69 ou sur demande par voie électronique à l'adresse suivante : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Adresse de soumission
Les candidatures devront être adressées au coordonnateur du projet et déposées sous pli-fermés au secrétariat de la Croix-Rouge française à l'adresse indiquée ci-dessus, avec la mention « avis de recrutement d'un consultant pour l'actualisation et validation du Guide d'intervention en milieu communautaire en République du Congo », ou par voie électronique : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Avec copie :
• respugp-congo.frc@croix-rouge.fr
• hod1-congo.frc@croix-rouge.fr
La date de clôture de dépôt des candidatures est fixée au plus tard le 31 mai 2017 à 16 h 30.

Fait à Brazzaville le 15 mai 2017

Nazaire BAKALA

Coordonnateur du projet

REPUBLICATION

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

En vue du recrutement d'un consultant pour l'actualisation et la validation du plan de communication en milieu communautaire en République du Congo.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Note conceptuelle Unique de lutte contre le VIH-sida et la Tuberculose en République du Congo ».

La Croix-Rouge française Bénéficiaire Principal communautaire du Nouveau Mécanisme de Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, recherche un consultant national pour la mise en œuvre des services cités ci-dessus.

Le Coordonnateur du projet invite les individus et bureaux d'études intéressés par le présent avis, à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrit ci-dessus :

Profil du consultant

- Le consultant doit être titulaire au moins d'un diplôme universitaire en santé publique, journalisme ou communication, ou dans les domaines connexes ;
- Expérience dans la rédaction de documents normatifs de structures publiques ou d'ONG en matière de santé ;
- Expériences significatives dans la conduite ou l'étude de projets ou de programmes de santé publique ;
- Une expérience relative à la prévention et/ou la prise en charge de la tuberculose serait un plus ;
- Maîtrise du français (écrit et parlé) ;
- Excellentes capacités rédactionnelles ;
- Maîtrise des outils informatiques Word, Excel, Power Point et Internet ;
- Esprit de synthèse ;
- Pédagogie.

Les consultants intéressés doivent soumettre leur CV, une lettre de motivation

et une offre comprenant :

- Une description de la méthodologie et des outils proposés ;
- Un chronogramme provisoire ;
- Un budget détaillé.

Les termes de référence indiquant toutes les informations nécessaires sont disponibles au secrétariat de la Croix-Rouge française, sise au N° 290 ter Batignolles sur la route de l'aéroport, dans l'enceinte de l'ASECNA (en face de l'hôtel de l'aéroport), Brazzaville, le contact téléphonique de Natacha NKOUNKA est 00 242 05 330 00 69 ou sur demande par voie électronique à l'adresse suivante : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Adresse de soumission
Les candidatures devront être adressées au coordonnateur du projet et déposées sous pli-fermés au secrétariat de la Croix-Rouge française à l'adresse indiquée ci-dessus, avec la mention « avis de recrutement d'un consultant pour l'actualisation et la validation du plan de communication en milieu communautaire en République du Congo », ou par voie électronique : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Avec copie :
• respugp-congo.frc@croix-rouge.fr
• hod1-congo.frc@croix-rouge.fr
La date de clôture de dépôt des candidatures est fixée au plus tard le 31 mai 2017 à 16 h 30.

Fait à Brazzaville le 15 mai 2017

Nazaire BAKALA

Coordonnateur du projet

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PENTURES**

CERAMIQUES **MUSIQUE**

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS de la Tradition à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso Immeuble les manguiers - Moïla dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

SANTÉ PUBLIQUE

Vers la création de l'Association congolaise des hémophiles

Cette association regroupera les patients et proches, les hématologues, les biologistes, les médecins de diverses spécialités, les psychologues, les sociologues et autres personnes intéressées à l'hémophilie

Au Congo, il y a des patients atteints d'hémophilie (forme congénitale), de sexe masculin (enfants et adultes) et d'autres atteints d'affection hémorragiques (forme congénitales et acquise de la maladie de Von Willebrand) proches de l'hémophilie. Depuis l'année 1993, environ 67 enfants et adultes atteints de cette pathologie ont été répertoriés au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville. La circoncision reste le seul moyen de diagnostic et la transfusion sanguine celui de prise en charge des patients. Ce qui n'améliore pas toujours la santé des personnes malades.

Mais la célébration, pour la première fois au Congo, de la Journée mondiale de l'Hémophilie en avril dernier, a été considérée,



Jean Paul Léonard Ngoukoulou annonçant la création de l'Association congolaise des hémophiles ; crédit photo Adiac

par certains patients, comme une occasion susceptible d'impulser une dynamique nouvelle dans le diagnostic, le traitement, la prise en charge et le suivi des hémophiles. « Le Congo est, depuis janvier 2017, éligible sur appel à candidature, au programme de 2 ans de l'Asso-

ciation franco-africaine pour le traitement de l'hémophilie (Afath). Mais il ne pourra bénéficier pleinement des actions de ce programme, axées sur les formations médicales et associatives, que si les patients sont regroupés en association », soulignait Jean Paul Léonard Ngou-

koulou dans son témoignage. Ainsi, il a annoncé la création de l'Association congolaise des hémophiles en partenariat avec les organisations non gouvernementales/associations internationales. Cette organisation sera un cadre scientifique et médical devant œuvrer pour le dévelop-

pement des compétences et des connaissances scientifiques et techniques. Le but étant d'améliorer les traitements et la prise en charge des troubles rares de coagulation, puis de garantir la sécurité des thérapeutiques. La création d'une telle association ne peut se faire qu'avec l'appui et le soutien multiforme des autorités et pouvoirs. Une annonce a recueilli aussitôt l'assentiment de la directrice générale du CHU de Brazzaville, Marie Gisèle Gabrielle Ambiero. « Le CHU de Brazzaville par le biais des services d'hématologie, des laboratoires d'hématologie et d'immunologie, associés au Centre national de référence de drépanocytose, ensemble, contribueront dans les prochains mois, avec l'appui annoncé de l'Afath, à renforcer capacités à diagnostiquer le dépistage et la prise en charge des sujets hémophiles. Nous nous alignerons pour soutenir si possible l'association des hémophiles », a-t-elle rassuré.

Parfait Wilfried Douniama

FAC

Démarrage d'une série de stages en administration et finances au profit des sous-officiers

Soixante sous-officiers des Forces armées congolaises, de la Gendarmerie nationale et de la Police, ont débuté le 16 mai à Brazzaville des cours de perfectionnement en gestion comptable et financière et en ressources humaines, dans le cadre d'une série de stages (9^e session).

Yves Aignan Mpara, directeur général de l'administration et des finances au ministère de la Défense nationale.

Pour le directeur des stages, le colonel Jean Pierre Makimbi



Photo de famille (DR)

Organisés par le ministère de la Défense nationale en partenariat avec la coopération militaire française, ces deux stages jumelés, d'une durée de huit semaines, visent de manière générale à permettre aux bénéficiaires de mieux appréhender l'environnement administratif de la force publique ; préparer les stagiaires à la mise en œuvre des nouvelles procédures de gestion des deniers, des matériels et des denrées d'une part et de gestion des effectifs d'autre part.

Autre objectif : donner aux stagiaires les outils et les aptitudes pour mieux tenir les emplois de la fonction administrative et financière au sein d'un corps de troupe, maillon fondamental de l'administration militaire.

Au cours de ce stage, un effort

important sera consenti pour donner aux participants une formation de base dans les domaines essentiels de la correspondance militaire et de la pratique de la bureautique qui vient en complément de la formation purement technique du cœur de métier.

« La présente session est toute particulière. Au terme d'un premier stage de huit semaines, les mêmes stagiaires ayant satisfait aux examens de fin de formation, seront reconduits pour une formation de même durée et sanctionnée, cette fois-ci, par un Brevet technique de premier degré (BT1) en administration, permettant aux stagiaires d'accéder au grade d'adjudant », a précisé le commissaire en chef de 1ère classe, Eugène Alain

Kombo Makala, « Il s'agit donc pour nous de profiter de ces huit semaines de formation pour inculquer aux stagiaires les connaissances nécessaires sur le plan théorique certes mais aussi et surtout sur le plan pratique par le recours systématique aux cas concrets ».

Signalons que sur le plan pédagogique, ce stage repose sur une dualité d'instructeurs français et congolais, de sorte que les postes tenus par le personnel de la mission de coopération et de défense soient systématiquement doublés par des personnels relevant du ministère de la Défense nationale appelés « répéteurs ». Ces derniers auront la qualification de formateurs à l'issue de ce stage.

Guillaume Ondzé

PRIX INTERNATIONAL D'ALPHABÉTISATION

L'Unesco lance un appel à candidature

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a lancé dans un communiqué de presse publié le 15 mai, un appel à candidature et nomination pour l'édition 2017, aux deux prix internationaux d'alphabétisation.

Ces prix sont notamment le prix d'alphabétisation Unesco-Roi Sejon appuyé par le gouvernement de la République de Corée et celui de l'Unesco-Confucius d'alphabétisation, parrainé par le gouvernement de la République populaire de Chine.

Le prix d'alphabétisation Unesco-Roi Sejon est décerné à deux candidats. Il met l'accent spécifiquement sur le développement et l'utilisation de l'enseignement et de la formation en langue maternelle.

Le prix Unesco-Confucius d'alphabétisation est attribué à trois candidats. Il met l'accent sur des projets d'alphabétisation des adultes, des apprenants des zones rurales et des jeunes non scolarisés, en particulier des femmes. Les candidatures doivent être soumises à la directrice générale de l'Unesco par l'intermédiaire des gouvernements des Etats membres et des organisations non gouvernementales, en partenariat avec l'Unesco.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 mai 2017, et celle des nominations au 14 juin prochain.

Ces prix internationaux sont organisés cette année sur le thème « L'alphabétisation dans le monde numérique ». Le thème met l'accent sur la journée internationale de l'alphabétisation qui sera célébrée le 8 septembre prochain? souligne le communiqué.

En effet, le communiqué explique que l'Unesco vise à soutenir des pratiques d'alphabétisation et favorise la promotion des sociétés alphabétisées dynamiques en organisant ces prix.

La remise officielle des prix sera faite lors de la commémoration de la Journée internationale de l'alphabétisation au siège de l'Unesco à Paris. Chacun des lauréats recevra une médaille ; un diplôme et 20.000 dollars Us pour le projet ou programme.

Lydie Gisèle Oko



WHATSAPP, TWITTER, FACEBOOK
à partir de **100 F**
pour **15 Mo** d'Internet
compose ***121*4#**

AG Partners



LE RESEAU DES SMARTPHONES

LE MONDE EN BREF

FRANCE

Le nouveau chef de l'État français Emmanuel Macron se rendra jeudi ou vendredi auprès des troupes françaises au Mali. Emmanuel Macron avait annoncé dès son élection qu'il effectuerait rapidement une visite auprès des troupes françaises engagées sur une opération extérieure. Emmanuel Macron, qui a remon- té l'avenue des Champs-Élysées dimanche après la passation de pouvoirs à bord d'un véhicule militaire, s'était aussi rendu auprès de soldats grièvement blessés à l'hôpital militaire Percy à Clamart (Hauts-de-Seine). Il s'était notamment entretenu avec deux soldats blessés au Mali. La force Barkhane mobilise 4.000 soldats français sur cinq pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie). Elle a pour mission d'appuyer les forces armées des pays partenaires dans leur lutte contre les groupes jihadistes et de «favoriser une appropriation africaine de la gestion des crises». Les jihadistes ont été en grande partie chassés du nord du Mali avec l'intervention française Serval en 2013. Mais des zones entières du pays échappent toujours au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, régulièrement visées par des attaques malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes.

SEOUL - PYONGYANG a affirmé que son nouveau type de missile testé dimanche, qui semble avoir une portée sans précédent, pouvait transporter une puissante tête nucléaire. Le Conseil de sécurité de l'ONU a fermement condamné le dernier tir de missile de Pyongyang, «une menace pour la paix et la sécurité» promettant une réponse forte, y compris des sanctions, contre le programme nucléaire nord-coréen. Le président russe Vladimir Poutine a pour sa part qualifié de «contre-productif et dangereux» le tir de missile nord-coréen, mais il a également appelé à arrêter d'intimider la Corée du Nord et prôné une solution pacifique.

CYBERATTAQUE

Le spectre du «cyberchaos» redouté après la cyberattaque mondiale semblait s'éloigner à mesure que s'organisait la riposte dans les quelque 150 pays touchés par cette offensive sans précédent dont les effets perduraient, malgré tout, d'un bout à l'autre de la planète. Des chercheurs en sécurité informatique ont indiqué avoir découvert un lien potentiel entre la Corée du Nord et la cyberattaque mondiale.

BERLIN

La chancelière Angela Merkel et Emmanuel Macron se sont dit ouverts, si nécessaire, à l'idée d'un changement des traités pour réformer l'Europe en crise face à la montée des populismes. Washington. Le président américain Donald Trump était de nouveau dans la tourmente lundi soir, accusé d'avoir divulgué des informations classifiées au chef de la diplomatie russe, et la Maison Blanche tentait d'éteindre l'incendie tout en restant évasive sur le fond. Donald Trump n'a jamais évoqué «des méthodes de renseignement» ou «des sources» lors de ses échanges dans le Bureau ovale avec le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a affirmé la Maison Blanche.

SYRIE

Le régime syrien est sur le point de rétablir son autorité sur la totalité de Damas après six ans de guerre qui ont causé des destructions dans des quartiers périphériques et des mouvements de population. Des raids menés par la coalition internationale conduite par Washington contre la ville de Boukamal, fief syrien du groupe Etat islamique (EI) près de la frontière irakienne, ont tué au moins 30 civils dont 11 enfants. Le régime syrien a recours à un «crématorium» dans le complexe pénitentiaire de Saidnaya, au nord de Damas, servant à détruire les restes de milliers de prisonniers assassinés ces dernières années, ont accusé les Etats-Unis.

YEMEN

L'épidémie de choléra qui sévit au Yémen en guerre a tué 184 personnes ces dernières semaines avec 11.000 autres cas suspects signalés dans le pays, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

CÔTE D'IVOIRE

Un accord aurait été trouvé avec les soldats mutinés depuis vendredi, a annoncé à la télévision nationale le ministre de la Défense ivoirien Alain-Richard Donwahi, sans donner les détails de cet accord.

AFP

SANTÉ INFANTILE

Le secteur peut pâtir des plans d'ajustement du FMI

Une étude scientifique publiée le lundi 15 mai dans la revue américaine « Proceedings of the National Academy of Sciences » estime que les programmes d'austérité du Fonds monétaire international (FMI) dans les pays pauvres peuvent affaiblir la capacité de certains parents à assurer la bonne santé de leurs enfants.

« Les interventions du FMI cherchent à accroître la stabilité économique, ce qui est porteur d'effets bénéfiques pour la population. Mais, en même temps, les mesures d'ajustement imposées par le FMI diminuent les effets protecteurs de l'éducation des parents sur la santé publique », relèvent les auteurs de l'étude.

Réalisée par six universitaires, cette analyse qui s'ajoute à d'autres écrits publiés précédemment ausculte les possibles méfaits de l'orthodoxie budgétaire promue par le FMI dans les pays en développement. Le texte rassemble les données de 67 pays recueillies autour des années 2000,

et récuse l'hypothèse d'un lien direct entre une dégradation des indicateurs de santé et les plans de l'institution financière internationale, qui accorde des prêts aux Etats en échange de programmes d'assainissement de leurs finances publiques. De plus, l'étude dont les auteurs enseignent aux universités de Cambridge et Oxford, au Royaume-Uni, identifie les « effets contradictoires » que l'action du FMI aurait sur la santé infantile.

Le document note que les foyers où le chef de famille dispose au moins d'un niveau d'éducation primaire sont davantage en situation de pourvoir aux besoins de leurs enfants en termes d'accès à l'eau, de nutrition ou de vaccination. « Mais, cette capacité est réduite dans les pays sous assistance du FMI, spécialement en milieu rural », souligne les chercheurs, ajoutant que la présence des parents éduqués réduit les risques de malnutrition infantile de 38% en

temps normal mais seulement 21% quand le pays est renfloué par le Fonds. Les chercheurs expliquent cet écart par les réductions de dépenses publiques exigées par le FMI. Ces réductions « compriment les salaires et provoquent des pertes d'opportunité d'emplois, au risque de limiter l'utilité (...) d'une éducation basique » dans la capacité des parents à garantir au mieux la santé de leurs enfants », précisent-ils. « Les plans du FMI sont en revanche bénéfique en ce qu'ils réduisent les risques pour les enfants d'être privés d'un habitat décent ou d'accès aux sanitaires, en milieu urbain », selon l'étude. Malgré les conclusions de cette analyse, le FMI, comme dans ses réactions passées, a systématiquement battu en brèche la thèse selon laquelle ses plans d'aide auraient un impact négatif sur la santé publique en général et sur la santé infantile en particulier.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE

L'UE veut dépasser son rôle de bailleur, mise sur la jeunesse

L'UE veut donner un «nouvel élan» à son «partenariat stratégique» avec l'Afrique en dépassant son rôle de principal bailleur de fonds pour coopérer davantage sur la sécurité, le climat, l'économie ou l'immigration, a indiqué lundi sa Haute représentante Federica Mogherini.

«Nous passons de notre approche traditionnelle, centrée uniquement sur l'aide, à un partenariat véritable avec l'Afrique dans tous les domaines, du changement climatique à la sécurité, le développement économique, les migrations et évidemment le soutien humanitaire», a souligné Mme Mogherini en arrivant à une réunion de l'UE à Bruxelles. Les dirigeants de l'Union européenne doivent retrouver fin novembre à Abidjan leurs homologues africains pour un sommet qui sera «centré sur comment offrir des opportunités aux jeunes en Europe et en Afrique. C'est le meilleur moyen de gérer les migrations, mais aussi pour prévenir la radicalisation», a-t-elle insisté. S'exprimant aux côtés du président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, elle l'a ensuite

assuré de la «volonté forte» des Européens «d'investir dans un partenariat stratégique entre l'UE et l'UA».

M. Faki Mahamat a pour sa part listé comme «priorités» de leur coopération «la question de la jeunesse, la question de l'emploi,

«centré sur comment offrir des opportunités aux jeunes en Europe et en Afrique. C'est le meilleur moyen de gérer les migrations, mais aussi pour prévenir la radicalisation»,

la question de comment bénéficier des dividendes démographiques et du développement du continent», ainsi que «les questions de paix et de développement».

Les deux responsables souhaitent également de renforcer leur lutte commune contre le terrorisme, qui s'est traduit par des attentats meurtriers en Europe et a fait des ravages en Afrique (milices shebab en So-

malie, Boko Haram au Nigeria et dans les pays du pourtour du lac Tchad, groupes jihadistes liés à al-Qaïda dans le nord du Mali, implantation du groupe Etat islamique en Libye).

«Cela fait partie de ces domaines clés où les intérêts des Européens et des Africains coïncident», a plaidé Mme Mogherini.

«On doit s'en prendre aux racines du phénomène» migratoire, sujet qui préoccupe les Européens en raison de la hausse depuis le début de l'année du nombre de migrants tentant de rallier l'Italie depuis la Libye, a estimé Faki Mahamat.

«Renvoyer des gens, construire des camps, construire des barrières ne pourra jamais régler ce problème. Il est plus profond», a-t-il souligné alors que l'UE a développé des programmes spécifiques pour aider d'importants pays de transit ou d'origine en Afrique comme l'Ethiopie, le Mali ou le Nigeria. Principal investisseur et partenaire commercial de l'Afrique, l'UE, avec ses 28 Etats membres, est aussi la première source de transferts de fonds d'Africains venus y travailler, selon la Commission européenne.

AFP

MOIS DE L'EUROPE

Plusieurs activités marqueront l'évènement à Brazzaville

A l'occasion de la célébration du mois de l'Europe, la délégation de l'Union européenne a organisé le 11 mai un point de presse pour dévoiler son programme d'activités allant du 15 mai au 3 juin.

Trois évènements majeurs marqueront l'édition 2017 : le 60ème anniversaire du Traité de Rome marquant la naissance de l'Union européenne, le 30ème anniversaire du programme Erasmus et le 5^e sommet UE-Afrique prévu au mois de novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

A Brazzaville, le mois de l'Europe a été lancé officiellement le 15 mai lors d'une réception à l'ambassade de l'Union européenne où plusieurs invités de marque issus d'horizon divers y sont conviés. Ensuite, une journée sera consacrée dans le cadre de la lutte contre l'homophobie et la transphobie. Cette année encore, l'ambassadeur de l'Union européenne, Saskia De Lang a eu un déjeuner de travail avec les représentants des principales associations de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre (LGBT).

« Fait inédit, cette année, un drapeau aux couleurs de la communauté LGBT sera hissé à la délégation. Une manière symbolique de rappeler l'attachement de l'Union européenne à la

promotion et à la protection des droits des minorités », indique un communiqué de l'ambassade de



La délégation de l'UE lors du point de presse (DR)

l'UE. « Cette année nous avons pris l'initiative de souligner notre soutien aux personnes discriminées qui luttent au quotidien contre l'homophobie

et la transphobie », a précisé le conseiller politique Claude Bochu au cours du point de presse animé

conjointement avec la responsable communication, Azaad Mante. Il est prévu aussi une réunion de haut niveau, notamment, le 6ème Comité conjoint de l'APV FLEGT.

L'accord volontaire de partenariat FLEGT (APV) est un accord international bilatéral entre l'Union européenne et un pays exportateur de bois dont le but est d'améliorer la gouvernance forestière du pays

afin d'améliorer sa gouvernance forestière.

En outre, pour célébrer le 60ème anniversaire du traité de Rome, la délégation de l'Union européenne organise, en collaboration avec l'ambassade d'Italie une exposition intitulée : « Vers une Europe plus unie. L'héritage des Traités de Rome pour l'Europe d'aujourd'hui (1957-2017) ».

Ouvert au grand public, le Forum des projets sera l'une des activités phare retenue pendant ces journées. L'objectif est de mettre à l'honneur la coopération entre l'Union européenne et le Congo. A cet effet, les équipes du service de la coopération de l'Université Marien-Ngouabi animeront un stand « Erasmus », en rapport avec la célébration du 30^e anniversaire de ce programme de mobilité et de bourse européenne.

La semaine du cinéma européen sera également organisée en partenariat avec les maires de six arrondissements (Baongo, Makélékélé, Poto-Poto, Moundou, Talangai et Mfilou-Ngamaba, avec le soutien de la mairie de Brazzaville. Cette première édition itinérante sera marquée par la projection des films en version originale sous-titrée en français.

Y.R.Nz.

Saskia de Lang suggère de repenser le projet européen

L'ambassadeur de l'Union Européenne, Saskia De Lang s'exprimait à l'occasion d'une cérémonie liée à la journée de l'Europe organisée le 15 mai à sa résidence.

Dans son discours prononcé devant plusieurs invités et personnalités de toute obédience politique, la diplomate européenne a présenté sa proposition relative à une organisation de l'Europe, indispensable pour le progrès et le maintien de relations pacifiques.

« Là où l'UE contribuait à combler les écarts, on constate à ce jour que les inégalités se sont creusées et que ceux qui ont pris les coups de la crise financière ne profitent pas nécessairement de la reprise économique. Je parle d'inégalités entre citoyens d'un pays et d'inégalités entre les pays-membres. Pour qu'elle soit à nouveau perçue comme synonyme de progrès, il faudra que l'UE s'investisse dans une meilleure redistribution, qu'elle redevienne sociale, inclusive et véritablement solidaire », a déclaré l'ambassadeur de l'Union européenne.

« Nous savons d'ores et déjà qu'aux Pays-Bas et en France, les électeurs ont choisi des candidats pro-européens et nous nous en réjouissons. Mais l'heure n'est pas au triomphalisme : la grogne est là, elle est la raison même du Brexit et de l'avancée du populisme. Il nous faut donc vouloir comprendre ceux qui contestent l'UE et pourquoi ils rejoignent

les rangs des populistes », a-t-elle ajouté.

En effet, depuis quelques années, l'Europe est le théâtre d'une montée en puissance de forces politiques qualifiées de populistes. Elles ont en commun une critique radicale de la démocratie libérale et l'affirmation décomplexée du primat de la défense de l'identité nationale et de la souveraineté par rapport aux instances et enjeux européens.

« Il faut donc savoir lire le langage des urnes, c'est important pour les dirigeants partout au monde. Car ceux qui ne se sentent pas écoutés et sont exclus du partage peuvent tendre à une radicalisation et être facilement attirés par les sirènes du populisme et de l'extrémisme », a relevé la diplomate.

S'agissant des élections législatives au Congo prévues en juillet prochain, l'ambassadeur de l'Union européenne estime qu'elles présentent « une chance pour que l'Assemblée nationale reflète toute la diversité du pays ».

« Mais pour y arriver, il faut un engagement en vue d'élections meilleures que les précédentes. Et il faut que les partis politiques de tous bords briguent les voix des électeurs. Ce n'est qu'en participant qu'ils pourront être entendus sur la gouvernance électorale. Et il faut que les candidats et leurs militants ne courent aucun risque en y participant. Enfin, tous les participants doivent adhérer aux règles du jeu pour



Saskia De Lang prononçant son discours (DR)

que le résultat en soit acceptable à tous », a suggéré Saskia De Lang.

Evoquant la période de crise économique difficile que traverse le Congo, elle estime que la fin du tunnel n'est pas encore en vue, « malgré les attentes concernant le gisement pétrolier de Moho Nord dont la production vient d'être inaugurée par le président de la République ».

« Dans cette période difficile, je voudrais engager le gouverne-

ment à utiliser pleinement les moyens qui sont à sa disposition par le biais du 11ème Fonds européen de développement et de se mobiliser pour les sauvegarder dans un contexte de rareté généralisée des ressources et de concurrence accrue », a-t-elle encouragé, tout en soulignant l'action de l'UE à travers la société civile congolaise pour protéger les couches sociales vulnérables. Pour terminer son propos, l'ambassadeur a parlé du Forum

des projets financés par l'UE au Congo, et qui fait partie des activités phares du mois de l'Europe ouvert au grand public. En effet, l'édition 2017 sera marquée par le 60ème anniversaire du Traité de Rome marquant la naissance de l'Union européenne, le 30ème anniversaire du programme Erasmus et le 5^e sommet UE-Afrique prévu au mois de novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Yvette Reine Nzaba

OFFRE D'EMPLOI**SERVTEC CONGO recherche****Un CHEF DE PROJET****Pour le compte d'un de ses clients, société de renommée Internationale du Secteur des Télécommunications :****Mission :**

Sous la Supervision du Directeur de Projet Afrique, votre mission consistera à gérer de manière responsable, efficace et rentable tous les risques associés au projet ainsi qu'une gestion efficace des ressources (internes ou externes) en vue de la réalisation des projets. Vous serez en charge du développement de celle-ci, et vous vous appuyerez pour cela sur une équipe de collaborateurs compétents.

Votre profil :

- Diplômé en qualité d'Ingénieur en Gestion de Projet et ou Ingénierie
- Certification en matière de Gestion de Projet
- Expérience professionnelle 10 ans d'expérience significative, de préférence dans le cadre de projets d'ingénierie complexes (Energie, Génie civil, Industrie pétrolière) ou de projets d'investissements.
- Expérience opérationnelle de travail en Afrique et capacité

de travailler dans des zones peu accessibles et de gérer des équipes à distance.

- **RESPONSABILITES EXIGÉES et ACQUISES :** Compétences en matière de gestion de projet, Budget et délai, qualité, Communication, Gestion des risques et de l'objet du projet, planification des ventes et de l'exploitation, santé et sécurité, Gestion des ressources (Gestion de toutes les matières premières, Ressources Humaines et sous-traitants) nécessaires pour la réalisation du projet, Processus de gestion du projet Amélioration permanente ,
- Une expérience dans l'élaboration d'offres techniques et financières pour des prestations, d'études dans le domaine des Télécommunications
- Excellente Connaissance de la Langue Française, La maîtrise de l'Anglais sera un plus
- Lieu de Travail : Brazzaville

Veillez adresser votre Curriculum Vitae ainsi que votre Lettre de Motivation à l'adresse email suivante :

dany.brailon@servtec-congo.com

Mme Dany BRAILLON, Société SERVTEC,
Immeuble Mucodec -Face à la CNSS- au 2^e étage-
Boulevard Denis Sassou-Nguesso
Tél: 06.699.10.43

OFFRE D'EMPLOI**SERVTEC CONGO recherche****Finance and Tax Manager****Pour le compte d'un de ses clients, société de renommée Internationale du Secteur des Télécommunications :****Mission :**

Sous la Supervision du Directeur Administratif et Financier, votre mission consistera à coordonner et exécuter toutes les activités en rapport avec la comptabilité et la fiscalité du client. Vous garantirez la production des états financiers implacables, selon le calendrier et les standards locaux et groupe. Internationaux.

Votre profil :

- Diplômé de niveau BAC+4 ou plus en Comptabilité, Contrôle de gestion, de l'Audit ou des sciences économiques.
- Diplôme Professionnel de type ACCA, CIMA ou équivalent
- Expérience professionnelle de 4 à 5 ans dans le domaine, expérience dans une entreprise ou un cabinet d'Audit / d'Expertise comptable de renom, maîtrise des normes comptables locales et internationales (OHADA, IFRS), Expérience dans l'industrie des Télécommunications ou activités connexes serait un atout.
- Expérience opérationnelle Maintenir un environnement de

contrôle interne solide au sein de la Direction Financière, des autres directions et des partenaires extérieurs.

- **RESPONSABILITES EXIGÉES et ACQUISES :** Etre le répondant du Centre de services partagés, Organisation et coordination de l'élaboration des Etats Financiers, Relation avec les cabinets d'assistance comptable, contribution à la production des reportings mensuels, organisation et planification des activités d'analyse et de réconciliation des comptes, coordination des missions d'audit, s'assurer de la mise en place d'un environnement de contrôle comptable et financier solide, Gestion des Ressources Humaines optimales et preuve de leadership, gestion optimale des taxes, gestion optimale de la trésorerie ,
 - Excellente Connaissance de la Langue Française, maîtrise de l'Anglais Exigée
 - Lieu de Travail : Brazzaville
- Veillez adresser votre Curriculum Vitae ainsi que votre Lettre de Motivation à l'adresse email suivante :

Mme Dany BRAILLON, Société SERVTEC, à l'adresse suivante : Immeuble Mucodec -Face à la CNSS- au 2^e étage-
Boulevard Denis Sassou-Nguesso
Tél: 06.699.10.43

**AVIS DE VENTE
DE MATERIELS ET MOBILIERS USAGERS**

Une société de la place met en vente ses équipements (mobilier et matériels de bureau). Les équipements sont exposés sur le site de la société sis à l'OCH MOUNGALI III case C-4.57 à Brazzaville (dans la rue de l'hôpital CABANO en face de la société SOCITECH), Tél. 00(242)06.651.64.36. Ils peuvent être visités les jours ouvrables du jeudi 18 au jeudi 25 mai 2017 entre 15h00 et 17h30. Les formulaires pour souscrire à l'acquisition des lots constitués peuvent être retirés sur place.

Les offres sous enveloppes fermées, portant la mention « offre pour acquisition des équipements usagers », seront déposées à l'adresse susmentionnée le vendredi 26 mai 2017 à 12 heures précises. L'ouverture des plis se fera le même jour le vendredi 26 mai 2017 à 12h30 en présence des soumissionnaires qui souhaiteraient y assister. Les lots attribués devront être enlevés par les adjudicataires le mercredi 31 mai 2017 au plus tard après règlement du prix de vente contre reçu.

NB : Chaque offre doit être accompagnée d'une caution de 10.000 Francs CFA par lot soumissionné. Ce montant est remboursable aux non adjudicataires et déductible du prix de vente pour les adjudicataires. Il n'est pas remboursable aux adjudicataires qui désisteraient.

CONGO DISTRIBUTION SERVICES**Société Responsabilité Limitée****Capital social : 1.000.000 Francs CFA****Siège social : Brazzaville, 35, avenue Auxence ICKONGA,****Domaine IWANDZA. bureau FIFOP Internationale****R publique****RCCM 17 B 7006****REPUBLIQUE DU CONGO****CONSTITUTION D'UNE SOCIETE COMMERCIALE**

Par acte reçu en dépôt au rang des minutes du Notaire soussigné, Je 30 mars 2107, enregistré le 03 avril 2017, sous folio 060/4 numéro 0840, à la recette des impôts de Brazzaville, la Plaine, il a été constitué une société commerciale présentant les caractéristiques suivantes :
Forme juridique : Société A Responsabilité Limitée.
Dénomination sociale : « CONGO DISTRIBUTION SERVICES ».

Siège social : Brazzaville, 35, avenue Auxence ICKONGA, Domaine IWANDZA, bureau FIFOP Internationale (République du Congo).

Capital social : Un Million (1.000.000) de Francs CFA, divisé en Cent (100) parts sociales de Dix Mille (10.000) Francs CFA chacune entièrement souscrites et libérées en

numéraires.

Objet social : la société a pour objet principal :

> La distribution de toutes marchandises, la représentation de marques, le négoce de produits divers, la réalisation de prestation de services divers.

Apports en numéraires : Par acte notarié de souscription et de versement reçu par le Notaire soussigné, le 30 avril 2017 et enregistré le 03 avril 2017, folio 060/43, numéro 0842, l'associé unique a intégralement souscrit et libéré les parts sociales.

Gérance : Monsieur Emmanuel Bernard José FOUQUERAY est nommé premier Gérant statutaire pour une durée illimitée. En outre, conformément au procès verbal Notaire soussigné, le même jour, et enregistré le 10 avril 2017, folio 065/4, numéro 0904 Monsieur Bogui Jean ADIEDAN a été nommé en qualité de Co Gérant pour une durée illimitée. Dépat au Greffe : Les pièces constitutives ont été déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Brazzaville, le 13 avril 2017, sous le numéro 17 DA 329.

Immatriculation : La société a été immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Brazzaville, le 13 avril 2017, sous le numéro 17 B 7006.

Pour avis**Maître Henriette L. A. GALIBA Notaire****NECROLOGIE**

Les familles Itoua, Ossoka, Okoko et les enfants ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur femme, sœur, tante et mère nommée Bouya Hélène Caroline, survenu le 8 mai au CHUB. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n° 130 de la rue Mbé, référence : Arrêt manguier (Grand lavage) à Talangai. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

Tsolemon dit Goumba Emmanuel, agent des Dépêches de Brazzaville, Aditta Mbouala, Tsotso Mbouala, Marthe Mbouala et le colonel Daniel Ampha à Pointe-Noire ont la profonde douleur de vous annoncer le décès, le 11 mai 2017 au CHU de Brazzaville à 8 heures, de leur père et frère Mbouala Nkaba Mathe Le Beau.

La veillée se tient au domicile du défunt à l'arrêt Emerald. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Jean Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, Yvon Thiburce Eungula, Ali Mby, Toplepe Bintou Mby, Rama Sabengue Mby, Mauryciat Ndokagna et famille ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur mère, Bazale Pascaline Awa, survenu le mercredi 10 mai 2017 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au, n°07, rue Mbe à Talangai à côté de l'église Armée du salut. Le jour de l'inhumation vous sera communiqué ultérieurement.

**REMERCIEMENTS**

Hervé Brice Mampouya, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les enfants Mampouya, la veuve Mampouya née Boukaka Joséphine et familles remercient tous les amis, parents et connaissances qui les ont assistés moralement, spirituellement et matériellement lors du décès de leur père, époux et parent, André Mampouya, ex agent de l'ONPT retraité, décédé le 25 avril dernier et inhumé le 9 mai au cimetière privé de Ma Campagne. Que la grâce du seigneur accompagne le défunt pour le repos éternel de son âme.



**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

BRAZZA
Actualité-Economie-Politique
Express
Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jedis à partir de 9h30

VISION

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets
TNT CANAL+ AFRICA eutelsat TV+

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)
REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

ASSOCIATION LETILI ACTIONS France/CONGO



Nell François Mougabi-Mankissa, président de l'Afco (DR) LETILI ACTIONS est une Association enregistrée en France. Elle a pour objectifs entre autre d'aider la population rurale de ZANAGA, district du Département de la LEKOUMOU, dans son développement économique et social. Dans le but de répondre à ses objectifs

l'école primaire de ce village. Il s'agit d'un bâtiment moderne de trois salles de classe, d'une bibliothèque et d'un bureau pour l'administration. Les travaux de reconstruction de cette école qui ont commencé depuis le 03 avril 2017 se poursuivent et le bâtiment sera prêt pour la rentrée scolaire 2017-2018. Le président de LAFCO (LETILI ACTIONS France/Congo), Monsieur MOUNGABI a séjourné à ZANAGA du 05 au 07 mai 2017 afin de constater l'évolution desdits travaux. Profitant de son séjour à BANDZIE, Monsieur MOUNGABI a mobilisé la population locale afin qu'elle s'approprie ce projet fait pour eux et par eux. Il a remercié le Premier Ministre Clément MOUAMBA pour son implication. Il remercie Monsieur Patrick NTSIBA, les



et à la demande de la population de BANDZIE (village situé à 9 km de ZANAGA poste), l'Association LETILI ACTION procède à la reconstruction de

filles et filles de ZANAGA, les responsables locaux ainsi que les amis et membres de l'association LETILI ACTION pour leur soutien et aides.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

DU CONGO

4^{ème} édition

IMAGES ET HISTOIRE

FESTIVAL DE CINÉMA ET D'HISTOIRE
DU 16 AU 20 MAI 2017
À BRAZZAVILLE

Le cinéma africain des indépendances :
la reconquête par les Africains
de leur(s) identité(s) et de leur Histoire



SANTÉ

Une équipe d'experts à Likati pour organiser la riposte contre Ebola

C'est depuis le 11 mai que le ministère de la Santé publique a annoncé l'épidémie de la maladie à virus Ebola dans la zone de santé de Likati dans le territoire d'Aketi, province du Bas-Uélé, faisant déjà deux décès sur neuf cas notifiés.

A Kinshasa, toutes les batteries sont mises en marche pour endiguer le plus vite que possible cette maladie grave. Des sources proches du ministère de la Santé publique, l'on apprend qu'une équipe d'experts congolais, à laquelle se joint des partenaires, se rendent sur place.

A Likati, cette équipe devra appuyer ceux qui sont sur place notamment pour l'organisation de la prise en charge médicale des cas. Déjà, l'on note que la communication a été renforcée appelant la communauté de Likati à adopter des comportements, qui ne favoriseraient pas la propagation à grande échelle



Prise en charge d'un malade d'Ebola

de cette épidémie.

Rappelons que le 9 mai, l'OMS a été informée d'un groupe de cas d'une maladie inconnue avec des symptômes hémorragiques et des décès dans la zone de santé de Likati, dans la Province du Bas-Uele au nord de la RDC, à la

frontière avec la République centrafricaine. Le 11 mai, le ministère de la Santé a informé l'OMS que, sur cinq échantillons analysés en laboratoire, un a donné un résultat positif pour le virus Ebola à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) à

Kinshasa. D'autres échantillons sont en cours d'analyse.

Depuis le 22 avril, neuf cas suspects, avec trois décès, ont été signalés. Six sont actuellement hospitalisés. La maladie à virus Ebola, autrefois appelée aussi fièvre hémorragique à virus

Ebola, est une affection grave, souvent mortelle chez l'homme. Le virus se transmet à l'homme à partir des animaux sauvages et ensuite se propage dans les populations par transmission interhumaine.

La durée d'incubation, c'est-à-dire le temps écoulé entre l'infection par le virus et l'apparition des premiers symptômes, varie de deux à vingt-un jours. Tant qu'ils ne présentent pas de symptômes, les sujets humains ne sont pas contagieux. Les premiers signes sont une fatigue fébrile à début brutal, des douleurs musculaires, des céphalées et un mal de gorge.

Ils sont suivis de vomissements, de diarrhée, d'une éruption cutanée, de symptômes d'insuffisance rénale et hépatique et, dans certains cas, d'hémorragies internes et externes par exemple, saignement des gencives, sang dans les selles.

Aline Nzuzi

TRANSITION

Les parties prenantes se bousculent pour placer leurs délégués au CNSA

Le processus de la mise en place rapide de cette institution d'appui à la démocratie pour l'organisation des élections vient d'être enclenché. Les parties prenantes à l'accord du 31 décembre s'activent déjà pour désigner leurs délégués à cet organe important de la transition.

Les quarante-huit heures sollicitées par la présidence de la République dans sa correspondance, datant du 12 mai dernier, demandant aux parties prenantes de l'accord du 31 décembre de transmettre la liste de leurs délégués au Conseil national pour le suivi de l'accord (CNSA) se sont épuisées. Chaque composante attend pour l'heure que le chef de l'Etat, usant de son pouvoir discrétionnaire, puisse nommer les vingt-huit membres censés composer cette institution d'appui à la démocratie. Chaque composante devrait proposer trois noms par poste sur lesquels le chef de l'Etat devrait porter son choix.

Au niveau de la majorité présidentielle, le problème ne se pose pas, à en croire son porte-parole André Alain Atundu. Ce dernier a rassuré que sa famille politique avait déjà transmis au président de la République la liste de ses représentants au CNSA. Même son de cloche du côté du Front pour le respect de la Constitution où des tractations laborieuses ont eu lieu entre les membres de la plate-forme pour désigner leurs délégués de manière démocratique. Toutefois, cette composante ayant pris une part active au dialogue du centre interdiocésain, ayant accouché de l'accord du 31 décembre, continue de réclamer la présidence du CNSA au nom de l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre. « *Nous allons faire un effort pour être objectifs dans la gestion de mise en œuvre de l'accord. Nous sommes la seule composante à ne pas participer à la gestion de la chose publique. Et nous nous sentons à même de diriger le CNSA parce que nous allons travailler en toute objectivité* », argumente la coordonatrice Eve Bazaïba.

Pendant que la majorité présidentielle, l'opposition signataire de l'accord du 18 octobre, l'opposition républicaine, la société civile et la dissidence du Rassemblement sont partantes pour participer au CNSA, le Rassemblement/aile Félix Tshisekedi dit ne pas être concerné par toutes ces tractations. Dans un récent communiqué, cette frange radicale de l'opposition dénonce ce qu'elle qualifie d'hypocrisie de la coalition au pouvoir qui, tout en se référant à l'accord de la Saint-Sylvestre, le vide de sa substance en prenant des raccourcis en violation flagrante de l'accord du 31 décembre et sur la base d'un arrangement particulier frauduleux conclu entre la MP et ses alliés. Félix Tshisekedi et ses amis restent convaincus que la mise en place du CNSA, telle annoncée par le cabinet du président de la République, « *est biaisée et ne respecte pas l'esprit de l'accord du 31 décembre* ».

A l'opposé, l'aile dissidente du Rassemblement estime que la mise en place du CNSA permettra d'atteindre rapidement l'objectif principal de l'accord du 31 décembre, qui est l'organisation des élections en décembre 2017.

A.D.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le programme du gouvernement Tshibala passé au crible

Le Premier ministre et les membres de son gouvernement étaient hier devant la chambre basse du Parlement en vue de leur investiture.

Le rituel devrait passer par la présentation par Bruno Tshibala du programme de son gouvernement soumis, à l'occasion, à la critique des élus du peuple. Cependant, une motion incidentielle initiée par le député Coco Mulongo a failli gâcher la cérémonie. Ce cadre de l'UDPS/Lubumbashi (Haut-Katanga) a sollicité de ses collègues le refus d'investir le gouvernement pour la bonne raison qu'il a été constitué en violation de l'accord du 31 décembre dans la mesure où, a-t-il déclaré, « *le nom de monsieur Tshibala n'a pas été présenté par le chef de file de la délégation du Rassemblement aux discussions du Centre interdiocésain* ». Passée au vote, cette motion incidentielle fut rejetée par la majorité des députés au grand désenchantement de la minorité qui l'a soutenue. Non contents, les députés de l'opposition radicale membres du Rassemblement aile Limete ont interrompu pendant quelques heures la suite de la plénière par des cris et coups de sifflet. Visiblement préparés en amont pour plonger l'Assemblée nationale dans un brouhaha indescriptible, les députés du Rassemblement ont par ce chahut entraîné la suspension de la séance pendant un quart d'heure.

Après cet intermède, les choses sont revenues à la normale. Le Premier ministre, après présentation des membres de son équipe, fit la lecture de son programme d'action articulé essentiellement sur les quatre grands axes fixés dans l'accord global du 31 décembre issu des négociations facilitées par les évêques catholiques. Il s'agit d'œuvrer pour l'organisation des élections crédibles, libres, transparentes et démocratiques dans le délai convenu ; d'arrêter la dégradation de la situation socioéconomique ; d'améliorer les conditions de vie de la population, d'instaurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du pays.

Développant chacun de ces axes, Bruno Tshibala a, de prime abord, réitéré la volonté de son équipe d'offrir au peuple congolais les meilleures élections de son histoire. Là-dessus, il compte mobiliser les ressources tant internes qu'externes, réactualiser le système électoral actuel en vue de réduire le coût des opérations électorales et scruter la faisabilité technique d'intégrer la diaspora congolaise dans le

processus de vote. Il a promis d'organiser une réunion tripartite Gouvernement-Céni-CNSA pour évaluer l'ensemble du processus électoral de sorte à avoir une idée précise sur le coût total des scrutins, mais aussi pour identifier les progrès réalisés jusque-là et anticiper sur les défis prévisibles.

Quant à la situation socioéconomique, le gouvernement compte rétablir les équilibres macroéconomiques rompus en engageant des réformes nécessaires avec, à la clé, la relance de la production intérieure, la restauration de la discipline budgétaire, l'amélioration du climat des affaires, l'allègement de la législation fiscale en vigueur, la mise en place d'une chaîne informatisée des recettes publiques etc. Considérant son gouvernement comme celui de mission, Bruno Tshibala a lancé un appel pathétique à tous les hommes de bonne volonté pour apporter leur soutien à l'action du gouvernement. « *Nous devons surmonter les rancœurs et frustrations personnelles pour mettre en avant les attentes du peuple* », a déclaré le Premier ministre tout en invitant la classe politique à sortir de la ligne sectaire et partisane. Bruno Tshibala a, par ailleurs, plaidé pour la diversification de l'économie nationale qui passe notamment par l'exploration d'autres secteurs créateurs de richesses à l'instar de la culture, de l'agriculture, du tourisme etc.

Compte tenu de l'absence du budget 2017 et de l'impossibilité d'avoir des indications claires sur les ressources de l'Etat pour les six prochains mois, il s'est refusé de se lancer dans des promesses démagogiques qu'il ne saura réaliser. Il a demandé aux Congolais de faire le sacrifice que requiert la situation délétaire actuelle du pays tout en rassurant que des efforts seront consentis pour les amener aux élections dans un contexte socioéconomique amélioré. Jusque tard la nuit, les députés se succédaient à la tribune pour critiquer en bon ou en mal ce programme du gouvernement en attendant son éventuelle approbation.

Alain Diasso

SCULPTURE

Le rond-point Forescom en passe de porter le Mémorial du soldat congolais

La mise en œuvre du monument qui sera dévoilé le 17 mai a commencé depuis deux mois, gérée par le chef d'état-major, le général Didier Etumba, la composition de son socle et les études y afférentes ont été faites par le bureau d'études Anko design corporation du professeur Van Ntoto, concepteur de l'ensemble de l'aménagement réalisé par le bureau d'études Meko international.

les FAC qui sont devenues par la suite les Forces armées zaïroises, FAZ sous le règne du feu Maréchal Mobutu et de 1997 à nos jours, il s'agit des Forces armées de la République démocratique du Congo, les FARDC. L'honneur est rendu à nos vaillants soldats morts ou vivants », a confié d'entrée de jeu Christophe Meko Disengomoka aux Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville ont été reçues à deux reprises dans le chantier. D'abord vendredi, le 12 mai, l'on était à l'étape de la finition du socle, puis de la pose de la première sculpture, a savoir celui du soldat des FARDC. Ceci, à quelques heures près de l'inauguration prévue ce 17 mai. Une forte animation régnait dans le chantier où les différents travailleurs qui ont de l'entrain à l'ouvrage sont habillés en treillis militaire. Le maître d'œuvre des sculptures susmentionné nous a affirmé avoir choisi personnellement de vêtir les ouvriers de ces pantalons militaires. Et d'ajouter que cette première réalisation dans l'art militaire est une expérience nouvelle, qui vient enrichir ses 25 ans de carrière et d'expertise dans la réalisation des monuments notamment dans la ville de Kinshasa et au Kongo central.

Pour ce qui est des œuvres sculpturales, dont il est l'auteur et le concepteur, Christophe Meko nous a déclaré que « l'honneur est fait en crescendo ». De s'expliquer alors en ces termes : « Nous avons souhaité avoir



Christophe Meko s'affairant sur un des moules

des dégradés au niveau des socles par rapport aux dates. Le plus petit socle sera celui du monument de la Force publique ». Ainsi donc, pour le monument de la Force publique après l'inauguration il sera dévoilé, a-t-il dit, « un soldat en short kaki comme l'exigeait l'uniforme de l'époque avec les mollets garnis des bandes molletières et ceints de cartouchières ». Il a fallu pour l'exécuter une documentation assez spécifique, vu qu'il s'agissait de réaliser, a-t-il soutenu, « un travail historique qui s'est révélé instructif ». Et, de poursuivre, au sujet de sa présentation : « Le soldat de la Force publique était dans notre société ancestrale. Il portait notamment des scarifications et autres tatouages sur le visage. Et, le fusil de l'époque le Mauser, était très long. Le soldat de la Force publique est une œuvre très monumentale, dont la hauteur est estimée entre 3 à 4 m, il sera debout en position du « Présentez armes ! » la tête coiffé d'un fez. L'expression même

de la discipline militaire à l'époque de la colonisation belge ».

Quant au deuxième soldat, nous a dit Christophe Meko, « il va apparaître sous le signe de la période de la République faste avec beaucoup d'honneur. La grandiloquence y a sa place avec les images qui nous restent des militaires FAZ en train de défiler. Ils étaient beaucoup plus dans l'exhibition portant leur fusil Falk avec chargeur droit dans une tenue spécifique assortie d'un béret tiré vers la droite et chaussé de bottes. Il a l'air très engagé et fier dans sa marche ». Et pour ce qui est de la dernière composition, montée cependant la première sur le socle le plus surélevé des trois, elle rend hommage au militaire des FARDC. « Comme c'est celui qui a connu plus de guerres. Il sera donc représenté en plein dans l'action, en position de tir », a conclu le sculpteur.

Nioni Masela



La réalisation du soldat des FARDC

« Nous sommes en train de rendre hommage aux soldats dans une ligne historique qui va du Congo-Belge, soit de 1884 à nos jours. De 1884 à 1960, il est question de la Force publique ; de 1960 à 1997, ce sont les Forces armées congolaises,

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Une antenne du Cajac voit le jour dans la capitale économique

Dans le cadre de la lutte contre la corruption au Congo, la Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH) que dirige Christian Monzéo a officiellement ouvert l'antenne du Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne (Cajac) de la capitale économique congolaise.

Le lancement officiel s'est fait au cours d'un atelier sous-régional de renforcement des capacités des acteurs de la société civile en faveur de l'amélioration de la gouvernance en Afrique centrale, tenu les 11 et 12 mai au Centre culturel Tati Loutard.

Après deux jours de partage d'expériences, les participants se sont réjouis de l'aboutissement des travaux qui ont permis à la RPDH, contact national de Transparency international de mettre en œuvre le projet Cajac. Le Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne est en effet un espace d'accueil des victimes et témoins d'actes de corruption, les aidant à structurer les plaintes avant de les orienter vers les instances compétentes.

Le Cajac s'attelle à renforcer les pouvoirs des citoyens ayant formulé des plaintes pour des cas de corruption, faire le suivi devant les administrations concernées. Trois valeurs le caractérise à savoir l'accueil, la confidentialité et l'intégrité.

« Dans sa mission d'apporter aux victimes et aux témoins une assistance et un soutien juridique et judiciaire dans les actes de corruption dont ils font l'objet, le Cajac regroupe dans son sein, des juristes, des avocats, qui traitent les différentes plaintes et en déterminent les suites », a indiqué Christian Mounzéo.

Cette structure, a-t-il ajouté, n'entend pas seulement s'occuper de la grande corruption mais aussi de celle dite « petite » notamment, l'obtention illicite des notes de



Les participants à l'atelier sous-régional «adiac»

classe, le versement des pots de vin à certains agents administratifs. Pour ce faire, une ligne verte sera mise à la disposition des victimes et des témoins pour dénoncer en toute confidentialité les actes de corruption ou de se rendre au siège social de la RPDH situé au N°11 de l'avenue Stanislas Batchi à Tchimbamba pour déposer leur plainte.

La RPDH souhaite à travers le Cajac démocratiser la lutte contre la corruption à la base, en renforçant les pouvoirs des individus, mais également en appuyant l'administration. « Le Cajac est donc un facilitateur de la l'action publique en matière de lutte contre la corruption car, sans

les citoyens et sans l'Etat, il ne saurait fonctionner. C'est pourquoi, j'en appelle à un engagement de tous pour le succès du Cajac au Congo », a insisté Christian Mounzéo qui sollicite un partenariat public-privé pour la réussite dudit projet.

Les participants à l'atelier ont, par ailleurs, déploré la menace croissante et les pressions diverses visant à réduire l'espace d'expression de la société civile dans la sous-région et lancé un appel aux Etats de la sous-région, les demandant de prendre des mesures idoines pour une domestication effective des dispositions des instruments juridiques internationaux susmentionnés. Ils se sont engagés à renforcer la

coopération entre les organisations de la société civile de l'Afrique centrale œuvrant dans la lutte contre la corruption en général et les sections nationales de Transparency international en particulier, d'identifier ou renforcer les partenariats stratégiques et utiles avec les autres parties prenantes de la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance.

Soulignons que l'atelier a connu la participation de plusieurs acteurs de la société civile, des journalistes et des représentants des ONG nationales et internationales de lutte contre la corruption avec l'appui financier de l'Union européenne.

Charlem Léa Legnoki

AFFAIRES FONCIÈRES

Le Congo s'imprègne du système cadastral et foncier ivoirien

Le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a effectué une visite de travail du 08 au 12 mai à Abidjan en République de Côte d'Ivoire. Cette visite s'inscrivait dans le cadre du partage d'expérience entre les deux pays dans le domaine foncier, cadastral et domanial.

A Abidjan, le ministre congolais des Affaires foncières a rencontré les deux ministres ivoiriens en charge du domaine foncier, notamment le ministre de la Construction et de l'habitat ainsi que le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Mamadou Sangafowa Coulibaly, qui lui a donné un aperçu de la

question foncière depuis le droit coutumier jusqu'à la loi de 1998 sur le foncier en passant par les textes coloniaux qui régissaient ce domaine dans ce pays.

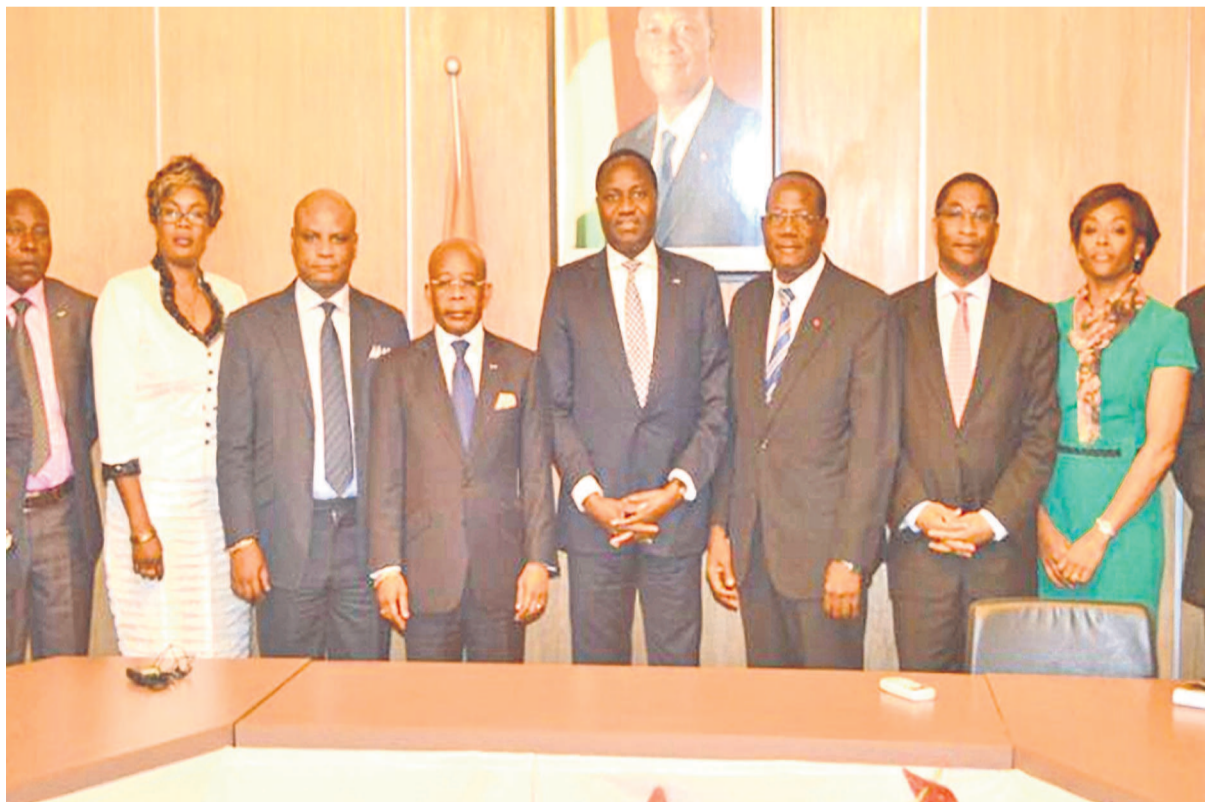
L'expérience ivoirienne est d'autant plus importante pour la République du Congo, a indiqué Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, du fait qu'en Côte d'Ivoire, il y a deux fonciers, le foncier rural qui est géré par le ministère de l'Agriculture et du développement rural et le foncier urbain, dirigé par le ministère de la Construction et l'habitat.

Avec ses homologues ivoiriens, les échanges ont porté sur l'expérience de la sécurisation du foncier rural, du foncier urbain, du domaine public, du cadastre et enfin de l'impôt foncier, une chose que Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou veut mettre en exergue dans son pays. « Au Congo

l'impôt foncier n'est pas bien compris, alors qu'en Côte d'Ivoire il est dans les mœurs, et notre tâche est de faire de telle sorte que l'impôt foncier qui existe soit mis en exergue dans l'intérêt de la République », a-t-il dit.

Pendant cette visite de travail, le ministre congolais a eu des entretiens avec diverses structures concernées par la question foncière, notamment avec l'ordre des géomètres experts de la Côte d'Ivoire et les responsables de l'institut polytechnique de Yamoussoukro. « Cet institut a accepté d'accompagner les cadres congolais pour leur recyclage et leur formation en matière foncière, d'ici là, dans un temps aussi court, nous allons commencer avec la première vague de formation qualifiante avec les géomètres et les topographes. Nous pensons que cela est très important pour nous de pouvoir donner de la matière et de créer une certaine compréhension de la gestion de la terre », a dit le ministre des Affaires foncières et du domaine public. Rappelons qu'au-delà des rapports entre structures, l'idéal du ministre des Affaires foncières et du domaine public est d'aboutir à un accord de coopération entre la République du Congo et la Côte d'Ivoire en matière de gestion foncière.

Hugues Prosper Mabonzo



Le ministre Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou pendant sa visite de travail en Côte d'Ivoire crédit photo «DR»

FOOTBALL

Près de 200 enfants mobilisés pour la préformation

Après avoir tiré les leçons de la disqualification du Congo à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans, le ministère des Sports et de l'éducation physique a décidé de se concentrer sur l'un des volets le plus important : la pré-formation. Et les clubs italiens d'Atalanta Bergame et le Milan AC ayant l'expérience dans ce domaine, ont accepté de donner un coup de pouce au Congo pour l'éclosion de ses jeunes footballeurs.

A Brazzaville, les bases de la première étape de pré-formation sont déjà posées avant l'arrivée des techniciens d'Atalanta Bergame. Cette initiation mobilise près de deux cents enfants, dont l'âge varie de 8 à 12 jusqu'aux moins de 15 ans repartis en différentes catégories des jeunes. C'est l'une des exigences du ministère des Sports et de l'éducation physique, d'autant plus qu'il veut s'appuyer sur cette expérience pour contourner une difficulté, celle liée à la maîtrise des âges. « Il y a une étape plus importante, celle de la pré-formation parce que nous voulons contourner une difficulté liée au fait que, nous n'avons toujours pas maîtrisé les âges de nos jeunes joueurs. Ce qui a,



Les jeunes découvrent la formation dès le bas âge (Adiac)

d'ailleurs, malheureusement entraîné la disqualification de notre équipe des U17 du fait d'une grande faiblesse », a commenté Léon Alfred Opimbat, le samedi quand il a visité les différents ateliers où se produisaient les jeunes enfants.

La formation se déroule tous les week-end dans le centre d'Atalanta basé à Kintélé en attendant celui du Milan AC qui sera ins-

tallé à Pointe-Noire. Développant les objectifs du projet, Léon Alfred Opimbat a indiqué que les enfants seront d'abord placés par catégorie dans les groupes avant de sélectionner les 50 meilleurs de la première promotion animée par les Italiens d'Atalanta Bergame. Les meilleurs de celle-ci vont poursuivre en Italie.

« Nous avons donc reçu du gouvernement la mission d'al-

ler négocier avec des centres un peu plus outillés. Et, nous avons eu la réponse positive de deux grands clubs en Italie notamment Atalanta Bergame et le Milan AC. Ils se sont engagés à nous accompagner pour ce qui est de la pré-formation(...) Nous osons croire que d'ici à quelques années, les jeunes qui commencent aujourd'hui vont pouvoir in-

tégrer les grands clubs. Car dans le cadre des accords aussi bien qu'avec le Milan AC et Atalanta, ils sont attentifs sur l'éclosion des meilleurs qui vont donc continuer dans les centres de formation de ces clubs en Italie. Il s'agit-là d'un élément important ou nouveau et nous avons foi. Nous souhaitons que ce projet puisse aller de l'avant », a-t-il déclaré.

Selon lui, ces clubs italiens ne seront pas à leur première expérience en Afrique. Le Milan AC travaille déjà au Maroc et Atalanta Bergame au Ghana. Et le Congo entend s'appuyer sur l'expertise des techniciens de ces clubs pour poser les bases de la construction de la performance au niveau des plus jeunes. « Nous devons accompagner tous ces enfants qui doivent grandir dans ce nouveau moule pour que cette formation puisse nous faire éclore des grands champions. Nous mettons à la disposition des fédérations et des clubs cette vision qui leur permettra de voir puiser des meilleurs athlètes ».

James Golden Eloué

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

L'étape des combinaisons commence au sein des groupements politiques

Le premier tour des élections législatives et locales est fixé au dimanche 16 juillet sur l'ensemble du territoire national. Dans les états-majors et au sein des groupements politiques, l'heure est à l'élaboration des stratégies et des combinaisons « gagnantes ».

Les partis et groupements politiques, toute obédience confondue, sont en train d'élaborer des prélistes de leurs candidats à ces deux échéances électorales. En référence aux scrutins passés, au sein de la majorité présidentielle, par exemple, les possibilités des combinaisons ou des stratégies sont multiples. Une formation politique du même groupement a la possibilité de céder une circonscription électorale à un candidat d'un parti frère qui y est plus coté.

De la même manière, le candidat d'un parti allié plus adulé par les électeurs dans une circonscription électorale donnée pourrait choisir comme suppléant un membre d'un parti de son groupement politique. À l'issue de ces combinaisons, on enregistre très souvent beaucoup de mécontents lorsque l'arbitrage n'est pas bien fait. Le secrétaire général du Club-2002, Parti pour l'unité et la République (parti de la majorité présidentielle), Juste Désiré Mondelé avait dénoncé cette forme d'injustice dans nos colonnes, lors d'une interview exclusive.

C'est entre autres ce qui justifie l'annonce de sa candidature dans la première circonscription électorale de Ouenzé face à Pierre Ngolo du Parti congolais du travail (PCT), formation locomotive de la majorité présidentielle. À travers le pays, les cas de ce genre sont nombreux. Les dirigeants des plateformes politiques sont ainsi interpellés afin de procéder à l'élaboration des combinaisons politiques plus consensuelles, plus équitables et moins frustrantes.

Il y a quelques jours, le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social de Jean Marc Thystère Tchicaya venait de valider les prélistes de ses candidats aux prochaines élections dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou.

Le bureau politique de ce parti attend, comme l'a signifié son président, les résultats du comité d'investiture du PCT pour les éventuels arbitrages à Pointe-Noire et dans le Kouilou. C'est dire combien les partis politiques accordent de l'importance à ces combinaisons « gagnantes ».

On espère qu'au sein des formations politiques de l'opposition, les combinaisons se passent de la même manière parce que le Congo aspire à une démocratie consensuelle et apaisée.

Roger Ngombé

ARTS MARTIAUX

Les karatékas congolais de France se rassemblent



Les karatékas de l'AKCD en réunion à Paris (DR)

Les Congolais pratiquant du karaté en France et dans d'autres pays d'Europe ont désormais une plate-forme dénommée: Association des karatékas congolais de la diaspora (AKCD). Les budokas rassemblés sous ce label veulent apporter leur pierre au développement de la discipline dans le pays en étroite collaboration avec la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires. Pour ce faire, l'AKCD procédera aux opérations de détection des Congolais évoluant dans l'hexagone. Par ailleurs, elle créera des conditions pour mieux accompagner

les karatékas congolais qui sont déjà dans des clubs français.

Lors de l'assemblée constituante de l'AKCD, un bureau a été mis en place: André Ngolo est le président de l'association, secondé par Guy Mbeye qui en est le vice-président; Nixon Mboussa-Mpan, secrétaire; Brice Louvouelo, trésorier et David Kouandzi, chargé des relations. Aussi, cinq représentants sectoriels à travers les départements en France, ont été désignés puis installés dans leurs fonctions.

Rominique Nerplat Makaya